

Notes sur les sommets et les contre

L'illusion d'un centre

Le capitalisme est un rapport social et pas une citadelle des puissants. C'est en partant de cette banalité qu'on peut affronter la question des sommets et des contre-sommets. Représenter la domination capitaliste et étatique comme une sorte de quartier général (s'agissant du G8, de l'OMC et de n'importe quel autre organisme similaire) est fonctionnel pour ceux qui voudraient opposer à un tel centre de décision un autre centre : les structures politiques du soi-disant mouvement ou, mieux, leurs porte-paroles. En somme, c'est fonctionnel pour ceux qui proposent simplement un changement de personnel dirigeant. Cette logique, en plus d'être réformiste dans son essence et dans ses fins, se révèle collaborationniste et autoritaire dans ses méthodes, puisqu'elle vise à centraliser la contestation. De là découle l'intérêt, pour ces opposants de gauche si impatients d'être entendus par les "maîtres de la terre", d'investir de l'argent et faire du battage politique autour des sommets dans lesquels les puissants se donnent de plus en plus souvent rendez-vous avec leurs comparses. Qu'au cours de ces sommets il s'agisse simplement de formaliser des décisions prises ailleurs ne perturbe certainement pas les différents représentants des "social forum" : du reste, même leur opposition est totalement formelle, consistant en des séminaires payants dans lesquels on démontre que le néolibéralisme a tort et que l'humanité a raison ou, pour les plus vifs, en quelque performance combative opportunément accordée par la police. D'ailleurs, comment une contestation subventionnée par les institutions, représentée par des conseillers municipaux et des parlementaires, et protégée par les fossoyeurs historiques du mouvement ouvrier (on fait référence ici au service d'ordre confié à la Cgil en collaboration avec les flics) pourrait-elle être réelle? Le paradoxe est qu'on appelle les gens à descendre dans la rue au nom d'un autre monde possible, avec pourtant l'intention... *qu'il ne s'y passe absolument rien.*

Chaque fois qu'une foule plus ou moins océanique se déplace placidement, surveillée à vue, on crie que c'est une grande victoire pour le mouvement. Pourtant ces pacificateurs sociaux savent très bien que leur capacité à se poser comme des interlocuteurs des institutions ne dépend pas tant du nombre de personnes qu'ils rassemblent dans la rue (des millions de manifestants contre la dernière agression militaire contre l'Irak n'ont pas beaucoup préoccupé les gouvernements impliqués dans la guerre), mais plutôt de la force de médiation et de répression qu'ils réussissent à mettre en pratique — ou à justifier — contre toute rébellion sociale. En fait, si on parle tant des sommets et des contre-sommets, si les représentants des social forum sont accueillis aux tables des négociations et flattés par les médias, c'est uniquement parce qu'à Seattle pour la première fois puis à d'autres occasions, *il s'est passé quelque chose* : des milliers de compagnons et de jeunes pauvres ont attaqué les structures du capital et de l'Etat, ont renversé les plans policiers de l'urbanisme ouvrant des espaces de communication et se sont affrontés avec les serfs en uniforme. Sans cette menace subversive — signe, au même titre que les nombreuses

explosions insurrectionnelles qui ont secoué les dernières années, de l'époque dans laquelle nous sommes entrés — les dirigeants ne sauraient que faire des différents Casarini et Agnoletto. Ne s'est-il pas passé quelque chose d'identique avec les syndicats? Écoutés et engraisés par le capital lors des périodes de grande conflictualité sociale dans le but de diviser, démoraliser et dénoncer les prolétaires rebelles, ils ont été rangés au grenier dans des temps plus récents; c'est pour cela qu'ils sont maintenant contraints de gueuler à nouveau contre ces attaques patronales qu'ils ont eux-mêmes justifiées et ratifiées.

Les porte-paroles "désobéissants" doivent alors se distinguer des mauvais, des extrémistes, des violents (c'est-à-dire de ceux qui pratiquent l'action directe) et donner une visibilité politique aux autres. D'un côté, donc, les slogans des différents social forum conviennent parfaitement aux bourgeois éclairés : taxation du capital financier, règles démocratiques et transparentes sur le commerce global, plus d'Etat et moins de marché, consommation critique, banques éthiques, pacifisme, etc. D'un autre, ce qu'ils vendent avec leurs "mobilisations démocratiques" est une marchandise précieuse : l'illusion de faire quelque chose contre les injustices du monde. Les contre-sommets sont, en ce sens, un savoureux spectacle. Les quelques méchants réprimés et les gentils écoutés dans leurs justes revendications : fin du conte ?

La domination sait que ce n'est pas si simple. Les propositions si dégoûtantes de réalisme de l'opposition domestiquée ne disent absolument rien aux millions de pauvres parqués dans les réserves du paradis marchand et réprimés par la police. Une nouvelle preuve, petite, en a été donnée à Gênes : c'est uniquement aux cours des affrontements et des saccages de supermarchés que les jeunes des quartiers prolétaires se sont joints aux autres insurgés. Tandis que les *Tute Bianche* avec leurs kermesses apparaissaient à leurs yeux comme des martiens et des bouffons, ces exclus de tout racket politique ont tout de suite compris le langage de la révolte.

Un souffle d'imprévisibilité

Il n'y a pas de doute qu'à Seattle et à Gênes, comme à Salonique plus récemment, s'est manifestée une critique sans médiations de la domination et de tous ses faux ennemis. Malgré le fait que l'échéance ait été fixée par les dominants, la gestion de la rue par les réformistes a échoué. Nous disons ceci, tout en ayant été parmi les compagnons qui soutenaient que *Gênes est partout* : que si la domination et la dépossession sont dans chaque partie de la société et de la vie quotidienne, l'attaque n'a pas besoin de rendez-vous fixés par l'ennemi. Nous avons trouvé intéressante la pratique de ceux qui, désertant la mise en scène d'une "zone rouge" à violer et le piège de l'affrontement frontal avec les flics, se sont bougés en frappant et en disparaissant avec agilité (l'assaut contre la prison de Marassi à Gênes fut, en ce sens, remarquable). Ce puissant souffle d'imprévisibilité, ce "fédéralisme" subversif des actions et des groupes a marqué une rupture importante d'avec la logique de ceux qui centralisent l'ennemi pour centraliser (et rendre symbolique) la lutte.

Nous pensons toutefois qu'être présent là où l'ennemi ne t'attend pas, loin des échéances, reste une meilleure perspective. Les contre-sommets, même dans leurs aspects les plus intéressants, limitent cette perspective. En outre, sans rien retirer, répétons-le, aux explosions de Seattle et Gênes, il semble que la poursuite de telles échéances soit devenue un cliché, qui plus est dévoreur d'énergie : un contre-sommet terminé, il s'en prépare un autre. Se sont toujours plus les médias qui fixent les échéances, au point que si de nombreux révolutionnaires ont par exemple manifesté contre la guerre en Irak, presque personne n'a réussi à exprimer une quelconque solidarité pratique avec les insurgés d'Argentine ou d'Algérie. On prête souvent plus d'importance aux affrontements qui impliquent quasi exclusivement des "militants" qu'aux authentiques émeutes sociales et de classe.

Nous connaissons très bien les raisons pour lesquelles de nombreux compagnons se rendent aux contre-sommets : l'action directe diffuse et l'affrontement généralisé avec les flics ne sont possibles qu'en situations de masse. Etant donné que la perspective d'attaquer *ailleurs* est extrêmement minoritaire, c'est uniquement en situations plus élargies qu'on peut expérimenter une certaine guérilla de rue. Les autres actions peuvent être réalisées à tout moment, sans incompatibilité avec certaines pratiques de rue au cours des contre-sommets. Pourtant, nous croyons qu'à la longue une telle pratique limite l'autonomie d'analyse et d'action (combien de conflits sociaux nous sommes-nous contentés de regarder passer?), se transformant malgré soi en une sorte de version extrémiste à l'intérieur de la pétaudière des "Désobéissants". Sans compter que ce serait aussi l'occasion de se demander peut-être pourquoi le pouvoir publicise ainsi tant de sommets dans lesquels sont entérinées des décisions déjà prises. Tout ceci semble un grand terrain d'étude et d'expérimentation de techniques de contre-émeutes de la part des policiers. Une sorte de traitement homéopatique : la domination s'inocule le virus de la subversion à petite dose pour renforcer ses propres dispositifs immunitaires en vue d'une contagion sociale plus vaste. Ils doivent savoir comment se meuvent et s'organisent les mauvais, et avec quels bons il est possible de dialoguer afin que rien ne change réellement.

Une expérimentation à ciel ouvert

Mais les sommets constituent par-dessus tout un autre type d'expérimentation : voir quel est le degré de vexations que la population est disposée à endurer. Portant dans le "riche Occident" un bout de Palestine, avec ses check-point, ses zones rouges permanentes et ses blindés à chaque coin de rue, la domination passe en informant ses citoyens que, jusqu'à preuve du contraire, ce sont tous des délinquants ; que rien n'est assez sûr pour l'appareil policier et technologique ; que l'urbanisme est la continuation de la guerre sociale par d'autres moyens. Il y a plus de 70 ans, Walter Benjamin écrivait, dans ses *Thèses sur le concept d'histoire*, que « "l'état d'exception" dans lequel nous vivons est devenu la règle ». Si ceci est vrai, nous devons

comprendre ce qui relie un camp pour immigrés sans papiers aux stades dans lesquels sont entassés les réfugiés de guerre, certains quartiers populaires occupés par la police aux différents Guantanamo éparpillés à travers le monde, certaines opérations d'évacuation absolument disproportionnées par rapport aux objectifs déclarés (des quartiers entiers évacués pour désamorcer quelque engin de la première guerre mondiale) aux rationnements en électricité effectués sans préavis — comme sous le fascisme — par l'Enel¹. Jusqu'ici il s'agit d'expériences réussies, qui confirment bien ce qu'écrivait un compagnon dans les années 70 : le peuple du capital est un peuple de stoïques. Ils bouleversent la circulation dans les villes, mettent des caméras de surveillance partout, installent des antennes nocives sur les toits des maisons, criminalisent toujours plus les comportements : personne ne bronche.

Les sommets sont la représentation concentrée de tout ceci, la suspension juridique de tout droit. « Qu'est-ce qui arrive ? », se demande le citoyen moyen, contraint d'emprunter un trajet insolite pour aller faire ses courses. « Rien, ce sont les No Global », lui répond la dame du supermarché. Pendant qu'ils privatisent même l'eau qu'il boit, et que la police est partout.

Mais c'est justement parce qu'il s'agit de la représentation concentrée d'une situation quotidienne, que la critique pratique du contrôle social doit être constante et diffuse, par exemple à travers la destruction des caméras et autres systèmes de surveillance électronique. Il est important de réaliser la carte de la localisation des appareils de contrôle, de diffuser leur connaissance et de soutenir théoriquement la nécessité de les attaquer.

La nouvelle gueule de la domination

Le pouvoir est toujours plus impudent. D'un côté, les patrons savent que les conditions sociales actuelles, placées toujours plus sous le signe de la précarité et dépendantes des marchandises, ne peuvent être imposées qu'à travers la terreur : cette terreur se manifeste à l'extérieur sous forme de guerre, à l'intérieur sous forme de peur du futur (par exemple de rester sans travail) ou à travers la répression de couches sociales toujours plus vastes. D'un autre côté, des décennies de pacification sociale — dans lesquelles chaque ignominie est passée pour la simple raison qu'il ne s'est rien fait pour empêcher la précédente, en une accélération inouïe de l'abjection — ont donné aux dominants une arrogance sans précédent. Nous l'avons vue à l'oeuvre par exemple à Gênes dans les tabassages, les tortures, l'assassinat de Carlo Giuliani. Et ça continue. Le nouveau préfet de Trento est Colucci, préfet de Gênes au cours du G8, charogne patentée. Ce sera à lui de gérer le sommet des ministres des affaires

¹ Avec le prétexte de la sécheresse cet été, l'Enel (EDF italienne) a pratiqué des coupures sauvages.

[2] Nom italien de l'émission américaine Big Brother, qui a donné Loft Story en France.

[3] Rovereto est une ville non loin de Riva del Garda.

extérieures de l'Union Européenne qui se tiendra à Riva del Garda, entre les 4 et 6 septembre prochains. Bien compris, le message? Un comité du Trentino "pour la vérité et la justice" n'a rien trouvé de mieux à faire que de l'inviter à un débat public contradictoire.

Pluies acides et feuilles de figue

Les ministres des affaires extérieures qui se rencontreront à Riva entre les 4 et 6 septembre devront parvenir à élaborer une sorte de plateforme commune à présenter au sommet de l'OMC de Cancun, au Mexique, du 10 au 14 septembre. Le thème est celui de l'Accord général sur le commerce et les services (GATS en anglais) qui prévoit, précisément, la libéralisation à un niveau mondial des principaux "services publics". Parmi les nombreuses décisions en cours, la plus scandaleuse est sûrement celle de la privatisation de l'eau, qui pourrait devenir une réalité pour les 144 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce. Il s'agit d'un processus entamé depuis longtemps, étant donné que sept multinationales se disputent depuis des décennies la concession d'embouteiller l'eau minérale, et ces dernières années également celle de gérer les aqueducs. "Il Tavolo trentino per un'Europa sociale" (Table de la région du Trentino pour une Europe sociale) insiste elle aussi sur la privatisation de l'eau et sur sa pénurie due à la pollution, comme un emblème du néolibéralisme le plus effréné. A part les lamentations habituelles sur l'aspect non démocratique de ces accords (comme si ceux que passe chaque gouvernement de son côté étaient sujets, à l'inverse, à qui sait combien de débats publics... ; en outre, ce ne sont donc pas les institutions étatiques qui sont censées nous sauver du marché sauvage?), ce qui est autant scandaleux dans les discours de ces réformistes est l'écart entre l'ampleur du désastre qu'ils dénoncent et les solutions qu'ils proposent.

D'un côté ils ébauchent comme cause l'industrialisation de l'agriculture, la concentration des populations dans des villes toujours plus gigantesques, la pollution rejetée par les usines, le gaspillage d'eau potable pour les machines industrielles ou pour les cultures destinées aux élevages intensifs d'animaux, en somme l'essence même du système techno-industriel; de l'autre côté, ils proposent... de nouvelles lois, des règles transparentes, jusqu'à transformer les citoyens en actionnaires des sociétés qui privatisent l'eau. Il y a des pays entiers dans lesquels, grâce aux merveilles du progrès, un effondrement du système bancaire laisserait les campagnes sans eau, et ces citoyens fiers de l'être réclament d'autres lois. Un peu comme si, face à une averse de pluies acides, on suggérait de se couvrir la tête avec des feuilles de figue biologiques. Les propositions des différents social forum, raisonnables selon la rationalité politique et marchande, sont simplement décervelées du point de vue concret et social. Il ne s'agit pas de dénoncer un monde en ruine, mais plutôt d'arracher l'espace pour résister et le temps pour attaquer. Ce n'est pas uniquement une question de combien on est radical dans la rue. Le point est quelle vie on désire, combien on est soumis matériellement et spirituellement

à un ordre social toujours plus inhumain et artificiel ou, vice et versa, pour quels rapports on est prêts à se battre.

Nul besoin d'aller à Riva pour s'opposer au racket de l'eau. Les responsables directs de cette marchandisation absolue (par exemple les grosses firmes qui embouteillent l'eau minérale) sont à deux pas de nous, toujours. Si les civilisés ne sont même pas en mesure de défendre l'eau qu'ils boivent — ou au moins de comprendre que d'autres le fassent d'une façon claire et directe —, nous pouvons tous aller nous coucher. Encore une fois une longue chaîne de dépendances et de vexations nous présente aujourd'hui un compte exorbitant. C'est uniquement dans l'autonomie contre la société industrielle de masse et dans la révolte ouverte contre l'Etat qui la défend que pourra naître quelque chose de différent.

La même chose est valable, par exemple, avec la question des brevets, y compris ceux sur le code génétique. Face à l'entrée du capital dans le corps humain, il est tout simplement idiot de réclamer des lois de protection opportunes. Le délire techno-scientifique, qui consiste à vouloir transformer la nature et les hommes en une sorte de variable d'ordinateur, a dépassé depuis longtemps le seuil de non-retour : toute illusion de réformer une science entièrement au service de la domination n'est qu'une lugubre plaisanterie. Les actions survenues dans plusieurs pays contre les cultures transgéniques ou contre les laboratoires privés et étatiques qui mènent des expériences sur le génome humain ont bien démontré que la critique de la raison mercantile n'a pas besoin d'échéance spectaculaire.

Plus généralement, ce que l'on définit en un euphémisme comme *mondialisation* serait impensable sans la base matérielle fournie par l'appareil technologique. Pensons simplement à ce qui est présenté comme les facteurs principaux du développement et des guerres économiques et militaires : l'énergie et l'information. Ce qui peut sembler un Moloch inattaquable est en réalité un gigantesque réseau formé de câbles, d'antennes, de relais, de pylônes et de répéteurs facilement frappables.

Riva est partout

C'est la Cgil qui va s'occuper du service d'ordre au cours du contre-sommet de Riva. Le préfet sortant de Trento a précisé — justement — que plus les manifestants se feront policiers, moins il y aura besoin de ces derniers.

Après de longues négociations entre le social forum et la préfecture (gérée évidemment par les leaders nationaux), il semble que la mairie mettra à disposition des "Désobéissants" et compères un palais des sports en dehors de Riva, leur concédant le droit de manifester (toujours hors de la ville, dans des rues désertes) le dimanche. Riva sera fermée, ce qui signifie pour les flics bloquer trois routes d'accès. Le commissaire du gouvernement a ordonné d'interdire ou de suspendre toute manifestation dans plus de vingt communes du Trentino (y compris les manifestations culturelles et sportives). La police veut des routes libres, la population doit comprendre que le Grande Fratello [2] n'est pas seulement une série télévisée. Et nous ?

Reprenons un fil qui vient de loin. Günther Anders écrivit dans les années cinquante «Hiroshima est partout» et dans les années quatre-vingt «Tchernobyl est partout». Quelques rebelles au monde technologisé disaient dans les années quatre-vingt-dix «Mururoa est partout» (à l'époque où le gouvernement français soumettait cette île du Pacifique à des essais nucléaires assassins), d'autres compagnons répétaient il y a deux ans «Gênes est partout». Pour que la révolte explose sans limites et contre tout spectacle, pour que l'Appareil attende un ennemi qui n'est pas là et révèle encore plus son caractère totalitaire, nous disons *Riva est partout*. Nous ne serons pas dans la rue contre le sommet de l'Union européenne, parce qu'avec les luttes de ces dernières années et avec celles à venir, nous voulons emprunter d'autres routes. Parce que suivant la logique «cette fois c'est à côté de chez moi» on ne sort pas du cercle, du moment que les sommets se déroulent toujours près de chez quelqu'un. Parce que le conflit réel est ailleurs. Il y a d'autres modes pour s'opposer au blindage de la ville et des vallées dans lesquelles on vit, modes à la portée de tous. Nous voulons nous libérer de la dictature du Nombre et de ses adoreurs. Nous savons que c'est une perspective qui donnera peut-être de faibles résultats dans l'immédiat, mais c'est en décidant comment, où et quand frapper, et en défendant avec fermeté les raisons, que nous ferons avancer l'insubordination individuelle et sociale.

Quelques anarchistes de Rovereto [3]

Guerra Sociale (2002-2010)
critica libertaria al capitalismo

Notes sur les sommets et les contre

guerrasociale.anarchismo.net